Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/La-situation-a-Tchernobyl-29-ans-apres-la-42566

22 avril 2015

La situation à Tchernobyl 29 ans après la catastrophe

La crise politique en Ukraine ferait presque oublier que ce pays – ainsi que de vastes régions du Belarus et de la Russie - est marqué par une catastrophe nucléaire en cours depuis 29 ans. Populations malades, mensonge et déni, milieu naturel atteint, réacteur toujours menaçant : à l'occasion du triste anniversaire de l'accident, effectuons quelques rappels sur ce désastre durable aggravé par les tensions internationales.

26 avril 1986 : le début de la catastrophe

Le 26 avril 1986, le réacteur n°4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine) explose en projetant

dans l'atmosphère des quantités considérables de radioéléments. La première vague d'évacuation ne commencera que le lendemain ; une zone d'exclusion de 30 km de rayon sera ensuite définie. Pendant des mois, pompiers puis « liquidateurs » - de 600 000 à 900 000 personnes, essentiellement des jeunes appelés recrutés sur tous le territoire de l'URSS - se relaient dans des conditions sanitaires catastrophiques pour éteindre l'incendie, puis pour tenter à tout prix d'étouffer la fusion du cœur du réacteur. Comme celui-ci menace de s'enfoncer dans le sol, un tunnel de 167 mètres de long est creusé sous le réacteur pour y construire une dalle de béton. Une deuxième explosion catastrophique aura été évitée, mais au prix de l'irradiation de centaines de milliers de personnes.

Les radionucléides mortifères projetés par l'explosion ont touché principalement le Bélarus, l'Ukraine et l'Ouest de la Russie, mais se sont également dispersés, pour 53%, sur une grande partie de l'Europe. Des concentrations élevées se déposent notamment en Allemagne, en Autriche, en Suède et en Finlande [1]. La France n'est pas épargnée : les Alpes, la Corse et l'Alsace seront les régions les plus touchées.

29 ans de désinformation

Très vite, l'appareil de désinformation officiel se met en place en Ukraine, mais aussi en Europe. En France, le Professeur Pellerin, directeur du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, intervient à de nombreuses reprises pour minimiser la menace sanitaire. Aucune distribution de pastilles d'iode n'aura lieu, et – contrairement à ce qui s'est passé chez nos voisins européens - aucune consigne concernant les aliments contaminés ne sera donnée. Le même Pierre Pellerin fera partie du petit cénacle d'experts internationaux qui s'accorderont sur le nombre de morts de Tchernobyl à communiquer officiellement [2]. Attaqué par l'Association Française des Malades de la Thyroïde, il bénéficiera d'un non-lieu en septembre 2011 et décèdera en 2013, blanchi par la justice.

Pourtant, il existe de lourdes preuves du passage du nuage de Tchernobyl en France et du fait que les autorités en étaient averties. Avant d'être brusquement dessaisie du dossier en mars 2011, la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geoffroy a rassemblé de nombreux éléments accablants lors de perquisitions au domicile de Pierre Pellerin.

De nombreuses études ont tenté de mettre à jour les impacts réels de la catastrophe de Tchernobyl. Mais toutes, ou presque, ont finalement été enterrées par les autorités. En juillet 2013, pourtant, est sortie une étude italienne indépendante mettant en évidence la forte augmentation des maladies thyroïdiennes en Corse suite à l'accident. Plus d'informations : https://www.sortirdunucleaire.org/Tchernobyl-retombees-France

La vie durablement contaminée

Dans les zones les plus contaminées, la catastrophe sanitaire n'a pas fini de sévir. Parmi les 600 000 à 900 000 liquidateurs, un grand nombre sont décédés ou tombés rapidement malades des suites de leur irradiation. Plus de 3,5 millions de personnes vivent toujours dans des zones contaminées [3] en Ukraine, 2 million au Bélarus et 2,7 en Russie. Certains radioéléments projetés en masse lors de l'explosion, toujours présents dans les sols, sont entrés dans la chaîne alimentaire, comme le Césium 137 et le Strontium 90, dont les effets nocifs ne prendront fin que d'ici trois siècles. L'accumulation du Césium 137 dans l'organisme va de pair avec une augmentation spectaculaire du taux de cancers et de pathologies cardiovasculaires, en particulier chez les enfants, mais atteint aussi l'ensemble des systèmes des organes vitaux. Elle provoque également des malformations congénitales, cancers et leucémies, maladies neuropsychiques, endocriniennes, ophtalmologiques, infectieuses ou auto-immunes, augmentation de la mortalité périnatale.

La désinformation est toujours à l'œuvre concernant les impacts sanitaires réels de Tchernobyl. Devant l'élévation du taux de malformations congénitales (passé entre 2000 et 2009 de 3,5 pour

1000 à 5,5 pour 1000), la réponse du ministère de la Santé du Bélarus fut de fermer l'unique Institut de recherche sur les maladies héréditaires et congénitales [4], ainsi que l'Institut de radio-pathologie de Gomel. En 2005, le « Forum Tchernobyl », réuni à Vienne sous l'égide de l'AIEA, avait affirmé qu'à long terme, le nombre de décès attribuables à Tchernobyl atteindrait un maximum de 4000 victimes. L'augmentation des pathologies et la dégradation de l'état de santé des populations y sont mises sur le compte du stress, de l'alcoolisme, de la radiophobie et de la détérioration des conditions économiques et sociales dans les régions concernées. Pourtant, les recherches menées par des scientifiques indépendants mettent au jour des chiffres autrement plus élevés. Selon une étude du Pr. Yuri Bandajevski, publiée dans les annales de l'Académie des Sciences de New-York en 2011, la catastrophe et ses suites seraient responsables de 985 000 morts [5].

Par ailleurs, depuis plusieurs années, d'étranges « ONG » comme le CEPN [6] mettent en place des programmes destinés à prouver que l'on peut vivre en zone contaminée. Ainsi, le programme « ETHOS », en vigueur à Tchernobyl, est maintenant exporté… à Fukushima, pour appuyer le retour de populations dans des régions où la radioactivité ambiante devrait pourtant interdire tout séjour prolongé !

Les milieux naturels aussi sont touchés

En 2010, le reportage « Tchernobyl, une histoire naturelle » a contribué à populariser la thèse d'une nature intacte qui reprendrait ses droits. Pourtant, cette théorie va à l'encontre des observations scientifiques réalisées dans la zone contaminée (Lire l'analyse détaillée du professeur Michel Fernex : https://www.sortirdunucleaire.org/Tchernobyl-Fernex).

Après avoir mis en évidence l'existence de malformations importantes chez les hirondelles de Tchernobyl [7], Tim Mousseau, chercheur à l'Université de Caroline du Sud a récemment découvert que la croissance des arbres pouvait aussi être affectée par les radiations [8]. Selon ce même chercheur, il apparaît également que les radiations nuisent aux micro-organismes, empêchant la décomposition des végétaux [9]. Cette accumulation de bois mort pose un nouveau risque : les incendies se déclenchent plus facilement, relâchant dans l'atmosphère une fumée chargée de radioéléments. En février 2015, une étude du Norvegian Institute for Air Research a ainsi confirmé que les feux de forêts plus fréquents contribuaient à répandre à nouveau la radioactivité [10].

La construction du nouveau sarcophage et les soins aux malades, victimes collatérales de la crise politique.

Le réacteur éventré, qui contiendrait encore 97% des éléments radioactifs, constitue toujours une menace : le sarcophage de béton construit à la va-vite au-dessus de ses ruines se fissure déjà. En 2013, une partie du toit s'est déjà effondré [11]. La construction d'une arche métallique géante de 92 mètres de haut et 245 mètres de long destinée à recouvrir le réacteur, a donc commencé en 2010. Ce chantier pharaonique, mené par un consortium formé de Vinci et Bouygues, est censé coûter plus de 2 milliards d'euros. L'Ukraine ne pouvant y contribuer qu'à hauteur de 8%, le reste devait être financé par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement et le reste de la communauté internationale. En raison de manque de fonds, les travaux ont été retardés et la fin est annoncée au mieux pour novembre 2017, au lieu de 2015. Ce sont aujourd'hui 615 millions d'euros qui manquent au compteur, que la BERD espère récolter à l'issue d'une conférence de levée de fonds londonienne fin avril 2015.

La crise politique et le spectre d'opérations militaires ont également de lourdes conséquences humanitaires. Selon l'ONG autrichienne Global 2000, l'État ukrainien n'est plus à même de financer un système de santé déjà faible et certaines thérapies contre le cancer destinées aux enfants ne sont plus disponibles dans le nord du pays [12]. Fondé en 1990 par le Professeur Vassily Nesterenko, l'institut Belrad est considéré comme le seul organisme qui assure une radioprotection effective des

populations vivant sur les territoires contaminés. Il permet notamment aux enfants de bénéficier de soins et de mesures de la radioactivité présente dans leur corps. Confronté à des difficultés chroniques de financement, il est maintenant entièrement tributaire des fonds récoltés par des fondations et associations, notamment l'association Enfants de Tchernobyl Belarus (Pour soutenir financièrement Belrad : https://enfants-tchernobyl-belarus.org/doku.php?id=adhesion_don). Voir une présentation de ces deux organismes en bas de l'article.

La crise politique accroît le risque nucléaire en Ukraine

Enfin, la menace d'une escalade de la violence fait réapparaître le spectre d'un nouveau désastre nucléaire en Ukraine. Le pays compte encore de nombreuses centrales en activité, dont celle de Zaporizhzhya, qui compte six réacteurs. En cas d'opération militaire, comment assurer la sécurité de ces sites ? Même s'ils sont arrêtés, comment garantir qu'ils restent approvisionnés en électricité pour que le refroidissement puisse se poursuivre [13] ?

29 ans après l'explosion du réacteur, la catastrophe est toujours là, et pour longtemps. Au nom de toutes les victimes passées, présentes et à venir, nous devons absolument rappeler sa terrible actualité. Et tout faire pour empêcher un nouvel accident.

Nous avons ici beaucoup développé la situation en Ukraine, mais la Biélorussie a été largement touchée. Pour en savoir plus et apporter une aide aux victimes, plus d'informations ici : https://enfants-tchernobyl-belarus.org/doku.php

Voir aussi le site de la CRIIRAD pour plus d'informations techniques : https://www.criirad.org/actualites/tchernobylfrancbelarus/conclusionsonu_aieasept05/sommaireconclusiononu.html